

Crises du néolibéralisme et résistances locales : construire des luttes syndicales pour contrer la montée des réactionnaires et des inégalités.

La situation internationale est alarmante. À Gaza, cela fait plus d'un mois que le plan "de paix" est officiellement entré en vigueur mais aucun cessez-le-feu n'est effectif, le génocide perpétré par l'armée israélienne se poursuit. Sur ces ruines, Benyamin Netanyahu, l'institut Tony Blair ou encore le gendre de Donald Trump imaginent déjà la fameuse "Riviera". Ces projets cyniques, montrent surtout que ce plan comme le projet à l'œuvre depuis longtemps est colonialiste. Qu'en est-il de l'avis des Palestiniens et Palestiniennes ? Qu'en est-il de l'établissement de la justice après ce génocide ? Qu'en est-il de la Cisjordanie dans ce fameux plan ?

Si les échos du génocide à Gaza parviennent jusqu'à nous, en Europe, celui qui se déroule au Soudan est à peine audible tant l'accès au territoire est difficile et tant l'intérêt économique influe sur l'intérêt médiatique. Pourtant, l'ONU tire la sonnette d'alarme en dénonçant des "atrocités motivées par des considérations ethniques" de la part des Forces de soutien rapide, une organisation paramilitaire, contre les ethnies non-arabes du Darfour. Cette organisation est largement soutenue par les Émirats arabes unis dont les pays occidentaux se rendent complices en commerçant armes et véhicules opérant sur ces champs de la mort.

Les forces russes continuent d'attaquer l'Ukraine, notamment leurs installations énergétiques, alors que l'hiver approche. Contrairement à ses promesses, Trump n'a pas réglé le conflit. Pendant ce temps, les populations civiles meurent toujours sous les bombes et les attaques de drones, l'armement de défense ukrainien n'étant pas à la hauteur des attaques.

La conflictualité concerne également le continent américain et plus particulièrement les Antilles dans un espace où les impérialismes américains et européens sont à l'œuvre usant de la lutte contre le narcotrafic pour attaquer le Venezuela. Cette conflictualité a, par exemple, transformé Haïti en un enfer sur Terre et n'est pas absente de conséquences pour les territoires ultra-marins.

Dans les contextes de conflits armés, les femmes et les filles sont particulièrement prises pour cible. Le viol est utilisé comme arme de guerre, et l'accès aux soins ainsi qu'à l'éducation, est fortement entravé, voire impossible.

Si la progression de l'ED et de régimes autoritaires partout dans le monde a de quoi inquiéter, il y a aussi des notes d'espoir, notamment avec la révolte de la jeunesse, la "Gen Z", dans de nombreux pays (Madagascar, Népal, Pérou, Bangladesh, Maroc, Indonésie, Kenya). Certes ces jeunes, qui se mobilisent sur des questions économiques et sociales, semblent manquer de débouchés politiques mais leur engagement tente de remettre en cause les pouvoirs en place. Ces mouvements nous enseignent que la résignation n'est pas à l'ordre du jour. À New-York, la victoire de Mamdani, qui a réussi à bousculer l'*establishment* démocrate, peut aussi être vue comme un signe d'une jeunesse qui est en attente d'autres choix politiques, mais il faudra voir s'ils se réalisent.

La situation internationale est aussi marquée par la COP 30 qui se tient au Brésil. A l'heure où les "accidents climatiques" et les écocides ne cessent d'être toujours plus violents et meurtriers et que les spécialistes annoncent un réchauffement supérieur à 1,5 degré, peu d'États pollueurs ont mis en place les mesures nécessaires pour baisser leurs émissions de CO2, quand certains sacrifient la cause écologique par leur vision à court-terme, d'autres ne jurent que par le techno-solutionnisme. Le peu de place qu'occupe la COP 30 dans le débat médiatique et politique doit nous inquiéter : à nous, avec les autres syndicats de la FSU de porter ces préoccupations et nos mandats dans les débats en développant une campagne de communication. La répression et les assassinats des militant·es du climat explosent ces dernières années, ce qui montre que les combats menés sur ce sujet dérangent de nombreux tenants du capitalisme sauvage et destructeur des écosystèmes.

En France, depuis le 10 novembre à 11H31 les femmes travaillent "gratuitement". Après la nomination d'un énième gouvernement macroniste, les discussions sur le budget sont toujours en cours. Les prévisions font des services publics, de la santé et de la protection sociale les grands perdants de ce budget. Ces coupes budgétaires toucheront en premier lieu les femmes, à la fois comme agentes et comme usagères. La nouvelle taxe de 2 % sur le patrimoine des holdings ne doit pas nous tromper tant la liste des exonérations est longue. Même chose pour la suspension de la réforme des retraites qui a été votée à l'assemblée nationale. Ce n'est pas une victoire mais un report ou une réforme qui sera laissée à la prochaine mandature... Sans un débouché politique favorable à notre camp, et sans une mobilisation massive, nous ne pourrions pas crier victoire.

Le risque de l'arrivée au pouvoir du RN est de plus en plus grand, bien que lors des derniers débats budgétaires à l'Assemblée nationale, le RN, qui se targue de défendre les classes populaires, ait voté pour préserver les avantages des plus riches. Dans l'hémicycle, pour la première fois, une proposition RN a été adoptée, proposant une résolution visant à dénoncer les accords franco-algériens de 1968. Dans la société, les idées racistes, masculinistes, LGBTIphobes infusent toujours plus, comme en

attestent par exemple les différentes attaques contre l'EVARS. Une partie des jeunes et des femmes y adhère depuis que l'ED se présente en vigie féministe, pour mieux dérouler ses thématiques racistes. Il faut intensifier la lutte contre les idées d'extrême droite et toutes les forces réactionnaires en articulant décryptage systématique de leurs programmes et de leurs dangers, avec une campagne de défense en positif des services publics, une des réponses face à un vote RN fondé en partie sur le désespoir social. Il faut aussi que le SNES en lien avec la FSU investisse VISA et propose du matériel et des stages dans les établissements pour lutter contre ces idées. Au-delà, nous devons œuvrer en soutien de la démocratie politique et sociale, en redonnant sens à l'engagement militant et à la participation citoyenne, autant de facteurs de cohésion qui permettent de développer un débat public de qualité et d'assurer les fondements d'une conscience de classe contre celles et ceux, à droite et à l'extrême-droite, qui entendent s'y opposer.

La nomination d'Edouard Geffray, ancien DGESCO du ministre JM Blanquer qui a mené la désastreuse réforme du lycée et du baccalauréat, est un réel affront pour les défenseur-euses du service public d'éducation que nous sommes. A peine est-il en fonction qu'il annonce déjà la suppression de 4000 postes au nom de "l'effondrement démographique". Pourtant, comme ne nous cessons de le dire, nous pourrions en faire une opportunité pour avoir moins d'élèves par classe, y compris si effondrement il y avait. Cependant, le ministre ne semble pas être préoccupé par la réussite de tou-tes les élèves car il met sur un pied d'égalité le service public d'éducation et l'enseignement privé sous contrat. Ces récents propos traduisent une vision consumériste de l'école alors même qu'il s'inquiétait de la santé mentale et physique des élèves, d'autant plus fragilisée que les inégalités scolaires s'accroissent... Il ne semble pas non plus ému du fait que les enseignant-es déclarent travailler 41,4 heures chaque semaine et 143 heures pendant les vacances scolaires (Depp).

Depuis la rentrée les PLE ont été réactivés (et parfois étendus en collège), certains chef-fes ayant la volonté de mettre au pas les collègues et leurs pratiques pédagogiques. Non seulement, Il faut dénoncer ces attaques contre nos métiers et mener campagne dans les établissements sur ce que sont réellement les PLE, mais aussi continuer de dénoncer les "réformes" des lycées, du choc des savoirs et Parcoursup. Nous voulons leur abrogation pure et simple !

Concernant le SNU, le SNES s'adressera à la profession sur les bienfaits de sa suppression.

Pour ce qui est de la question des moyens, les DHG arriveront bientôt. Dans cette perspective, le SNES-FSU s'adressera à la profession, notamment aux collègues de collège, pour parvenir à enterrer une bonne fois pour toutes les groupes de niveaux. Du matériel, notamment pour le C.A., sera produit à cet effet.

De même, le manque d'AESH est criant, et l'accompagnement à l'école des élèves notifié-es n'est plus qu'un droit théorique. Le nombre d'élèves suivi par chaque AESH augmente et les conditions de travail de ces personnels se dégradent fortement. La mise en place des PAS, notamment en externalisant le suivi des élèves vers les collectivités territoriales, peut parfois accentuer encore cette tendance.

Avec la FSU et les organisations de parents d'élèves, le SNES-FSU organise et fédère les mobilisations pour une véritable scolarisation personnalisée de qualité, selon les besoins de chaque élève, ce qui nécessite des moyens bien supérieurs aux moyens actuels. Il s'organise pour être en réelle capacité de défendre les droits de ces personnels exposés, porte le mandat d'un statut pour les AESH et est moteur dans la réflexion à mener sur la définition de ce métier.

Dans un objectif d'économies, le ministère change la formation des maîtres. Confirmée par le projet de loi de finances, financée par des suppressions de postes, elle va conduire à une formation moindre en université. Le SNES-FSU doit poursuivre sa dénonciation de l'inégalité d'accès à la préparation aux concours, la menace de fermetures de sites et l'absence de réponse du gouvernement sur les garanties pour l'avenir de la jeunesse et de l'enseignement. Il doit aussi proposer une alternative, dans un cadre fédéral, en faisant un bilan de la masterisation, une proposition sur l'articulation entre savoirs universitaires et didactiques, ainsi qu'une réflexion sur la nécessaire formation continuée.

En cette rentrée, l'EVARS a été mise en avant sans pour autant qu'elle soit effectivement mise en place dans les établissements. Le centre Hubertine-Auclert a récemment publié une étude inquiétante : 85 % des élèves français en collèges et lycées ont été victimes au moins une fois de violences au cours de l'année, et 43 % ont fait face à des agressions sexuelles, en ligne et/ou hors ligne. Seulement 13% des victimes se tournent vers les adultes de leur établissement. Ce constat doit nous alerter et montre bien que l'EVARS est indispensable. Cependant, cette "éducation à...", manque de moyens pour une mise en œuvre optimale (temps de concertation, prise en compte dans les ORS, formation de tous les personnels...). Comme pour d'autres dispositifs (PHare, référent*es santé mentale...), les relais hors la classe sont indispensables mais ils sont réduits à peau de chagrin. Nous manquons d'infirmières et d'infirmiers scolaires, de psychologues de l'éducation, de personnels de vie scolaire. Hors l'école, les services publics de santé et sociaux sont aussi à l'os. Le SNES-FSU observera la mise en place des référent-es EVARS, afin qu'elle soit uniforme sur le territoire, notamment en termes de mission et de rémunération. Il contacte aussi le ministère pour que les associations non agréées, comme Lift (financée par le milliardaire ultraconservateur Pierre-Édouard Stérin), cessent leur entrisme.

Parallèlement, la convention sur le temps de l'enfant avance aussi. Le SNES-FSU communiquera sur la conception de celui-ci : une seule zone de vacances, le respect de la pause méridienne de 1h30 en collège, etc.

Enfin, la répression contre les acteurs et actrices du mouvement social se fait toujours plus forte. *Médiapart* et *Libération* ont publié une enquête accablante sur les violences policières subies par les militant-es mobilisé-es en 2023, à Ste-Soline. Des lycéen·nes ont aussi été victimes de ces violences lors des dernières mobilisations. Les militantes syndicales et les militants syndicaux ne sont pas épargné·es. Suite aux manifestations pacifiques de soutien à la flotille pour Gaza, des syndicalistes ont été blessés lors de charge, interpellé·es voire poursuivi·es comme notre camarade David Pijoan, S2 de Gironde. Le SNES et la FSU doivent continuer à apporter leur soutien à ces camarades.

Du côté des actions et mobilisations, la situation est complexe. Après les mobilisations des 10 et 18 septembre et du 2 octobre qui ont été plutôt réussies, le contexte politique national n'a pas permis à l'intersyndicale de proposer des suites rapides à ces journées. Bien que notre modèle social soit en train de sombrer, l'École publique également, et subisse des attaques d'une gravité inédite dans le budget 2026, la mobilisation du 2 décembre ne doit pas être qu'une date de témoignage. A nous d'en faire une date de construction. Elle doit nous permettre de montrer les conséquences du budget : baisses de DGF, fermetures de divisions, suppressions de postes. Dans les salles des profs, il faut se battre contre la résignation, en créant du matériel dédié et mobilisateur. Il faut faire entendre une voix syndicale, avec un mouvement construit, face aux attaques : suppression de postes, absence de revalorisation salariale, aggravation de la précarité, conditions de travail des personnels et des élèves plus que dégradées... Il faut faire le lien entre les questions de budget, les services publics et l'éducation nationale dans la continuité de notre plan d'action voté en septembre.

La question de l'après 2 décembre se pose et doit être pensée dès maintenant, en s'appuyant sur les sujets d'actualités qui découleront de ce budget et en profiter pour renforcer les clés de lecture qui armeront nos collègues pour participer aux mobilisations à venir.

Les élections professionnelles qui approchent doivent d'ailleurs être l'occasion de montrer concrètement ce qu'est "la maison commune", afin de redonner espoir à la profession.

Le SNES-FSU profite également de cette période pour informer la profession sur des questions qui montrent l'utilité du syndicalisme dans la période : PSC (pour rappeler nos mandats sur la santé et la prévoyance), l'IA (qui va modifier nos métiers), les approches pédagogiques "à la mode" (cf. compétences psychosociales), les dangers de l'extrême-droite mais ce temps pourrait aussi être celui du recensement (état des lieux) des situations ou problématiques locales, etc.

Notre prise de parole est égrenée d'exemples de violences à l'égard des femmes. Elles traversent le monde du travail, nos sphères privées et publiques et sont partout présentes, même dans notre organisation syndicale. Le SNES-FSU, en tant que syndicat de transformation sociale, doit appeler à la mobilisation du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ; son travail sur la question doit être permanent auprès des collègues comme auprès de nos camarades femmes, avec la FSU et l'intersyndicale.